



Le second degré dans l'action

Justice, SNCF, hôpital, salariés de l'énergie, personnels des Epha, retraités, étudiants ... la contestation des mesures prises par le gouvernement s'étend à de très nombreux secteurs sans que ce dernier entende les demandes et ouvre de véritables négociations. Pire, il annonce l'ouverture de nouveaux chantiers et, avant de s'attaquer aux retraites, prévoit d'affaiblir la Fonction Publique notamment en limitant le champ du paritarisme. Les fonctionnaires ont réagi fortement le 22 mars à l'austérité salariale qui leur est imposée ainsi qu'à la dégradation des conditions de travail

L'Éducation n'est pas épargnée et, après la réforme du baccalauréat, le gouvernement vient de décider d'une réforme du lycée général et technologique dans la précipitation et en faisant là aussi l'impasse sur un véritable dialogue social.

Ces projets de réforme du lycée entrent en étroite cohérence avec celles de Parcours sup, du baccalauréat, de la formation professionnelle.

Loin d'un projet éducatif construisant une ambition commune pour tous les jeunes, ces réformes instaurent une sélection généralisée à l'entrée à l'Université, menacent la voie professionnelle au profit de l'apprentissage, mettraient en concurrence et fragiliseraient les enseignements disciplinaires, obligent les jeunes à faire très tôt des choix de spécialisation liés aux « attendus » du supérieur publiés sur « parcoursup », et auront pour effet d'accroître les inégalités.

Le développement de l'autonomie laissée aux établissements, l'absence de cadrage national et de financement spécifique de toute une série de dispositifs au lycée (AP, grand oral à préparer sans horaires, options, dédoublements à prendre sur la marge ...) auront pour effet de supprimer des postes et de produire de la concurrence (entre disciplines, entre établissements), à l'image ce qu'a produit la récente réforme du collège.

Les conditions de travail des personnels seront aggravées, les réformes engendrant des suppressions de postes, le tronc commun autorisant des classes surchargées au lycée. Le glissement des missions de conseil et d'orientation des psychologues de l'éducation vers les enseignants participe de cette surcharge.

La décision de décentraliser les Dronisep compromet le fait d'avoir une information exhaustive et neutre sur les différentes formations, les Régions ayant une visée adéquationniste à l'emploi local.

La fermeture des CIO priveraient les élèves, les familles, toutes personnes ne pouvant être accueillies en établissement scolaire d'un accompagnement par un psychologue de l'éducation nationale.

Au contraire de ces projets gouvernementaux, nos organisations réaffirment :

- leur demande de revenir sur la réforme du collège pour construire une autre réforme
- la nécessité de démocratiser et d'élever les qualifications de tous et toutes
- la nécessité de travailler tout au long du parcours au lycée à une orientation choisie, construite, accompagnée, n'enfermant pas les jeunes dans des choix trop précoces, disposant des moyens humains et financiers nécessaires
- le maintien du baccalauréat comme diplôme national et premier grade universitaire garantissant l'accès de tous les bacheliers aux formations universitaires de leur choix

Elles appellent à poursuivre le travail d'information et de mobilisation, se réunir en assemblées générales dans les établissements, intensifier les contacts avec les parents d'élèves afin d'obtenir du gouvernement le retrait des projets de réformes du bac et du lycée et un autre calendrier pour d'autres réformes.

Dans ce cadre de mobilisation, elles appellent à participer massivement aux grèves et manifestations des 19 avril et 3 mai et le 22 mai avec l'ensemble des fédérations de la Fonction Publique
Elles appellent à faire du premier mai un moment fort de l'expression des revendications.